

Au moment de la décision de la reprise d'une opération dans le planning pluriannuel et dans le planning à court terme, la commission d'évaluation, respectivement la 'VMSW' tient successivement compte de :

1° la priorité des opérations qui font partie d'un appel ACMP ;

2° l'ordre chronologique selon la date à laquelle l'opération est en principe susceptible d'inscription dans le planning pluriannuel ou est en principe susceptible d'inscription dans le planning à court terme.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup> Dans le présent article, on entend par 'opération' : l'investissement dans la rénovation, l'amélioration ou l'adaptation des propres logements locatifs sociaux et dans la construction de remplacement de logements locatifs sociaux.

§ 2. Au moment de la décision sur l'inscription d'une opération dans le planning pluriannuel, la commission d'évaluation tient compte de l'ordre chronologique selon la date à laquelle l'opération est en principe susceptible d'inscription dans le planning pluriannuel.

En cas de budgets limités, la commission d'évaluation peut décider de donner priorité à des projets sur la base du score de condition que les projets ont obtenu dans le cadre de l'évaluation de la rénovation ou sur la base des aspects de sécurité et de salubrité des bâtiments ou logements dans les projets.

§ 3. Au moment de la décision sur l'inscription d'une opération dans le planning à court terme, la commission d'évaluation, respectivement la 'VMSW' tient compte de l'ordre chronologique selon la date à laquelle l'opération est en principe susceptible d'une inscription dans le planning à court terme.

En cas de budgets limités, la commission d'évaluation peut décider de donner priorité à des projets sur la base du score de condition que les projets ont obtenu dans le cadre de l'évaluation de la rénovation ou sur la base des aspects de sécurité et de salubrité des bâtiments ou logements dans les projets.

**Art. 9.** Au moment de la décision sur l'inscription d'une opération d'infrastructure dans le planning pluriannuel et dans le planning à court terme, la VMSW tient compte de l'ordre chronologique selon la date à laquelle l'opération est en principe susceptible d'inscription dans le planning à court terme.

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions finales*

**Art. 10.** L'arrêté ministériel du 13 février 2014 fixant le cadre politique décréteil et le cadre financier en exécution de l'article 4, alinéa premier, du Règlement de procédure Logement du 25 octobre 2013, est abrogé.

**Art. 11.** Par dérogation à l'article 4, alinéa deux, 2° et jusqu'au 31 décembre 2017 compris, l'offre de location sociale planifiée dans la commune est calculée comme l'offre de logements locatifs sociaux supplémentaires dans des projets dont, selon la commission d'évaluation la plus récente, l'opération de construction ou d'investissement est inscrite dans le planning pluriannuel ou dans le planning à court terme ou dont des moyens ont été alloués sur un budget annuel pour l'opération de construction ou d'investissement dont les travaux n'ont pas encore été achevés.

**Art. 12.** Les chapitres 3 et 4 et les articles 10 et 11 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2017.

Bruxelles, le 5 septembre 2017.

La Ministre flamande de l'Administration intérieure, de l'Insertion civique,  
du Logement, de l'Égalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté,  
L. HOMANS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/31098]

**19 JUILLET 2017. — Décret conjoint de la Région wallonne et de la Communauté française relatif à la réutilisation des informations du secteur public et visant à l'établissement d'une politique de données ouvertes**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

#### CHAPITRE PREMIER. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret conjoint transpose la Directive 2003/98/C.E. du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public telle que modifiée par la Directive 2013/37/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant la réutilisation des informations du secteur public.

#### CHAPITRE II. — *Définitions et champ d'application*

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret conjoint, on entend par:

1° l'organisme public:

a) la Région wallonne;

b) la Communauté française;

c) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Région wallonne;

d) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Communauté française;

e) les personnes morales de droit public qui dépendent, directement ou indirectement, de la Région wallonne et de la Communauté française;

f) les communes, les provinces et toutes autres collectivités territoriales;

- g) les personnes, quelles que soient leur forme et leur nature, qui:
- ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial;
  - sont dotées d'une personnalité juridique;
  - et dont soit l'activité est financée majoritairement par les organismes publics mentionnés au a), b), c), d), e) ou f) soit la gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes, soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par ces autorités ou organismes;
- h) l'association formée par un ou plusieurs organismes publics visées aux a), b), c), d), e), f) ou g);
- 2° le document administratif: l'information, ou partie d'information, stockée sous une forme particulière et dont dispose un organisme public quel que soit le support ou la forme de conservation de l'information;
- 3° la donnée à caractère personnel: l'information visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;
- 4° la réutilisation: l'utilisation, par des personnes physiques ou morales, de documents administratifs, dont les organismes publics disposent, à des fins commerciales ou non commerciales, autres que l'objectif initial de la mission de service public pour lequel les documents administratifs ont été produits.
- L'échange de documents entre organismes publics aux seules fins de l'exercice de leur mission de service public ne constitue pas une réutilisation au sens du présent décret;
- 5° la licence: le document émanant d'une autorité publique destiné à fixer les conditions de réutilisation dans le chef de l'organisme concédant les documents et du bénéficiaire de ceux-ci;
- 6° disposer: être en possession de ou avoir un certain contrôle sur ou être géré par un organisme public;
- 7° l'écrit: suite de signes intelligibles, signés et accessibles, pouvant être consultés ultérieurement, quels que soient leurs supports ou leurs modalités de transmission;
- 8° le format lisible par machine: le format de fichier structuré de telle manière que des applications logicielles peuvent facilement identifier, reconnaître et extraire des données spécifiques, y compris les descriptions de faits individuels, ainsi que leur structure interne;
- 9° le format ouvert: un format de fichier indépendant des plateformes utilisées et mis à disposition du public sans restriction empêchant la réutilisation;
- 10° la norme formelle ouverte: la spécification technique écrite, précisant les exigences relatives à la manière d'assurer l'interopérabilité des logiciels;
- 11° les métadonnées: les informations dans lesquelles sont décrites des documents administratifs et qui permettent de retrouver, d'inventorier et d'utiliser ces documents administratifs;
- 12° Institutions d'enseignement supérieur : les organismes qui dispensent de l'enseignement supérieur post-secondaire conduisant à un diplôme académique.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret conjoint s'applique au document administratif complet et achevé.

§ 2. Le présent décret conjoint ne s'applique pas:

- 1° aux documents administratifs dont la fourniture constitue une activité qui ne relève pas de la mission de service public dévolue à l'organisme public concerné. L'objet de la mission de service public est transparent. Il peut être soumis à réexamen;
- 2° aux documents administratifs dont des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle;
- 3° aux documents administratifs dont l'accès est exclu conformément aux règles d'accès public en vigueur, y compris pour des motifs:
- de protection de la sécurité nationale, défense ou sécurité publique;
  - de confidentialité des données statistiques;
  - de confidentialité des informations commerciales;
- 4° aux documents administratifs pour lesquels l'accès peut uniquement être obtenu en vertu des règles prévoyant un droit d'accès personnel ou un intérêt particulier;
- 5° aux documents administratifs détenus par des services publics de radiodiffusion ou leurs filiales et par d'autres institutions ou leurs filiales pour accomplir une mission de service public de radiodiffusion;
- 6° aux documents administratifs détenus par des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française et par des établissements de recherche, y compris des organisations créées pour le transfert des résultats de la recherche, des écoles et des universités, à l'exception des bibliothèques universitaires;
- 7° aux documents administratifs détenus par des établissements culturels autres que des bibliothèques, des musées et des archives;
- 8° aux parties de documents administratifs ne comportant que des logos, des armoiries ou des insignes.

Les documents administratifs qui sont mis inconditionnellement à disposition par un organisme public ne tombent pas sous le champ d'application du présent décret conjoint.

CHAPITRE III. — *Principes de réutilisation de documents administratifs*

**Art. 4.** Le document administratif peut être réutilisé conformément aux conditions définies dans le présent décret conjoint.

Toutefois, le document administratif à l'égard duquel une bibliothèque, y compris une bibliothèque universitaire, un musée ou des archives, est titulaire de droits de propriété intellectuelle, peut être réutilisé conformément aux conditions définies dans le présent décret conjoint lorsque cette réutilisation est autorisée.

Le document résultant de la réutilisation mentionne les sources et la date de la dernière mise à jour et respecte l'intégrité et la nature du document administratif.

L'organisme public peut soumettre, par le biais d'une licence, la réutilisation à des conditions supplémentaires. Ces conditions ne limitent pas indûment les possibilités de réutilisation et ne sont pas utilisées pour restreindre la concurrence.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le comité de coordination de la Région wallonne et de la Communauté française, ci-après dénommé le comité, facilite la recherche de documents administratifs et leur réutilisation.

§ 2. Le comité est constitué de représentants de :

- a) l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation ;
- b) l'Agence du Numérique ;
- c) eWallonie-Bruxelles Simplification ;
- d) des services du Gouvernement wallon ;
- e) des services du Gouvernement de la Communauté française.

Un représentant des entreprises, proposé par le Conseil économique et social de Wallonie, et un représentant de l'Union des Villes et des Communes participent également au comité à titre d'observateur sans pouvoir de délibération.

Les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française, ci-après dénommé « les Gouvernements », peuvent, conjointement, compléter la composition définitive du comité.

§ 3. Le comité administre le portail commun qui rassemble et met à disposition des informations relatives à la réutilisation ainsi qu'une liste des ressources disponibles en vue d'une réutilisation.

Le comité traduit en objectifs la stratégie des Gouvernements et des organismes publics concernant la réutilisation, coordonne les actions destinées à promouvoir et à mettre œuvre cette réutilisation et précise les responsabilités de chacun dans la mise en œuvre de la politique de réutilisation.

Dans la poursuite de ces objectifs, le comité propose aux Gouvernements toutes mesures, y compris, le cas échéant, des évolutions législatives ou réglementaires. Pour permettre l'exercice de ses missions, les organismes publics communiquent au comité, à sa demande, les informations nécessaires à l'inventaire et à la publication de leurs documents administratifs. Les organismes publics peuvent saisir le comité pour avis sur toute question portant sur la mise en œuvre du présent décret conjoint et, plus largement, sur toute question liée à la réutilisation des informations du secteur public.

§ 4. Le comité fait rapport aux Gouvernements de la mise en œuvre du présent décret conjoint.

CHAPITRE IV. — *Réutilisation et traitement*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les documents administratifs mis à disposition par les organismes publics sont répertoriés et publiés sur le portail commun dédié à la réutilisation des informations du secteur public géré par l'Agence du Numérique.

Lorsque des documents administratifs ne sont pas répertoriés et publiés sur le portail commun dédié à la réutilisation des informations du secteur public, une demande de réutilisation est introduite au travers du portail commun. Cette demande contient au moins l'identification du document administratif demandé, une description de la réutilisation qui en sera faite, la forme dans laquelle il est souhaité que le document recherché soit mis à disposition.

§ 2. L'organisme public autorise la réutilisation sans conditions ou impose des conditions par le biais d'une licence type dont le ou les modèles sont déterminés conjointement par les Gouvernements.

La licence est une licence type ouverte, qui peut cependant être adaptée pour répondre à une demande particulière, notamment pour des raisons juridiques ou techniques.

La licence est proposée et utilisable sous forme électronique et transmise au demandeur par l'organisme public en un exemplaire standard.

L'organisme public met fin à la licence, sans dédommagement, si le demandeur ne la respecte pas.

§ 3. Les Gouvernements déterminent conjointement la procédure et les délais de traitement d'une demande de réutilisation, ainsi que la forme des décisions.

CHAPITRE V. — *Conditions de réutilisation*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les organismes publics mettent leurs documents à disposition dans tout format ou toute langue préexistants.

§ 2. Le document administratif est mis à disposition sous format électronique dans un format ouvert et lisible par machine, en l'accompagnant de ses métadonnées. Tant le format que les métadonnées répondent à des normes formelles ouvertes. Par exception, l'organisme public peut déroger à ces conditions techniques, en motivant dûment sa décision.

L'organisme public peut ne pas créer ou adapter un document administratif ou fournir un extrait de celui-ci, lorsque cela entraîne des efforts disproportionnés dépassant la simple manipulation.

En cas de cessation de la production ou de la conservation d'un type de document administratif en vue de la réutilisation, l'organisme public diffuse cette information sur le portail commun dans les meilleurs délais.

§ 3. Les conditions générales et particulières, applicables en matière de réutilisation des documents administratifs ne peuvent être discriminatoires pour des catégories comparables de réutilisation.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une redevance est demandée pour la réutilisation de documents administratifs, cette rétribution est limitée aux coûts marginaux de reproduction, de mise à disposition et de diffusion.

§ 2. Le paragraphe 1<sup>er</sup> ne s'applique pas:

1° à un organisme public qui est tenu de générer des recettes destinées à couvrir une part substantielle des coûts liés à l'accomplissement de sa mission de service public;

2° à un document administratif pour lequel l'organisme public concerné est tenu de générer des recettes suffisantes pour couvrir une part substantielle des coûts afférents à sa collecte, à sa production, à sa reproduction et à sa diffusion;

3° à une bibliothèque, y compris une bibliothèque universitaire, à un musée et à des archives.

§ 3. Dans les cas visés au paragraphe 2, 1° et 2°, l'organisme public calcule le montant de la redevance en fonction de critères objectifs, transparents et vérifiables.

Le total des recettes de l'organisme public provenant de la fourniture et des autorisations de réutilisation pendant la période comptable ne dépasse pas le coût de collecte, de production, de reproduction et de diffusion, tout en permettant un retour sur investissement raisonnable.

Le calcul des redevances s'effectue conformément aux règles comptables applicables à l'organisme public concerné.

§ 4. Lorsqu'une redevance est appliquée par l'organisme public visé au paragraphe 2, 3°, le total des recettes provenant de la fourniture et des autorisations de réutilisation de documents administratifs pendant la période comptable ne dépasse pas le coût de collecte, de production, de reproduction, de diffusion, de conservation et d'acquisition des droits, tout en permettant un retour sur investissement raisonnable.

Le calcul des redevances s'effectue conformément aux règles comptables applicables à l'organisme public concerné.

§ 5. Les critères relatifs aux redevances visées aux paragraphes 3 et 4 sont déterminés par une instance indépendante désignée conjointement par les Gouvernements.

#### CHAPITRE VI. — *Recours*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de la réutilisation des documents administratifs:

1° la Commission d'accès aux documents administratifs visée à l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration est compétente pour connaître des réexamens ou recours contre le refus d'un organisme public visé à l'article 2, 1°, a), c), e), f), g) ou h), d'accéder à la demande de réutilisation, dans la mesure où ces organismes relèvent des compétences de la Région wallonne;

2° la Commission d'accès aux documents administratifs visée à l'article 8 du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration est compétente pour connaître des réexamens ou recours contre le refus d'un organisme public visé à l'article 2, 1°, b), d), e), f), g) ou h) d'accéder à la demande de réutilisation, dans la mesure où ces organismes relèvent des compétences de la Communauté française.

L'organisme public mentionne cette voie de recours dans toute décision liée à l'application du présent décret conjoint.

§ 2. Les Commissions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> exercent leur compétence en toute impartialité et neutralité. Lors du traitement des recours, elles ne reçoivent aucune instruction.

#### CHAPITRE VII. — *Libre concurrence et transparence*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le contrat d'exclusivité de réutilisation est interdit à moins qu'il soit nécessaire à la prestation d'un service d'intérêt général.

En ce cas, le bien-fondé du droit d'exclusivité fait l'objet, tous les trois ans au moins, d'un examen d'opportunité par l'organisme public qui a accordé le droit d'exclusivité.

§ 2. Le droit d'exclusivité, accordé après l'entrée en vigueur du présent décret conjoint, est rendu public par l'organisme public qui l'accorde.

§ 3. Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 ne sont pas applicables à la numérisation de ressources culturelles.

Toutefois, la période d'exclusivité concernant la numérisation de ressources culturelles ne dépasse pas dix ans, sauf décision motivée de l'organisme public. En ce cas, la période d'exclusivité est réexaminée lors de la onzième année puis, le cas échéant, tous les sept ans.

Le contrat d'exclusivité visé à l'alinéa 2 est transparent et rendu public.

Une copie des ressources culturelles numérisées est adressée gratuitement à l'organisme public dans le cadre des contrats conclus visés à l'alinéa 2. À l'expiration de la période d'exclusivité, ladite copie est mise à disposition du grand public à des fins de réutilisation.

§ 4. Le contrat d'exclusivité déjà en vigueur le 17 juillet 2013 qui ne relève pas des exceptions prévues aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 3 prend fin à la date d'échéance du contrat et au plus tard le 18 juillet 2043.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le document administratif disponible en vue d'une réutilisation, les conditions éventuelles dont les licences types, ainsi que le montant des rétributions éventuelles en ce compris la base de calcul, sont répertoriés et publiés, sur le portail commun.

Dans le cas de rétributions applicables en matière de réutilisation autres que celles visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'organisme public concerné indique d'emblée quels facteurs sont pris en compte dans le calcul desdites rétributions. Sur demande, l'organisme public indique également la manière dont lesdites rétributions ont été calculées dans le cadre de la demande de réutilisation.

§ 2. Les exigences visées à l'article 8, § 2, 2°, sont fixées à l'avance et sont publiées par voie électronique, dans la mesure du possible et s'il y a lieu.

La surveillance de cette obligation incombe au comité visé à l'article 5. Les Gouvernements déterminent conjointement les modalités de cette surveillance.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

**Art. 12.** Le décret de la Communauté française du 25 janvier 2007 portant transposition de la Directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public est abrogé.

**Art. 13.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Les Gouvernements peuvent fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour chacune de ses dispositions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,

I. SIMONIS

—————  
Note

Session 2016-2017

Documents du Parlement.

Projet de décret, n°435-1

Amendements en commission, n° 435-2 Rapport n° 435-3

Compte-rendu intégral. — Discussions et adoptions. — Séance du 18 juillet 2017.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31098]

**19 JULI 2017. — Gezamenlijk decreet van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende het hergebruik van informatie van de publieke sector en tot vaststelling van een open gegevensbeleid ("Open Data")**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Dit gezamenlijke decreet zet Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie, zoals gewijzigd bij Richtlijn 2013/37/EU van het Europees Parlement en de Raad van 26 juni 2013 betreffende het hergebruik van overheidsinformatie, om.

HOOFDSTUK II. — *Begripsomschrijving en toepassingsveld*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit gezamenlijke decreet, wordt verstaan onder:

1° de overheidsinstelling :

a) het Waalse Gewest;

b) de Franse Gemeenschap;

c) de publiekrechtelijke rechtspersonen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, onder het Waalse Gewest ressorteren;

d) de publiekrechtelijke rechtspersonen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

e) de publiekrechtelijke rechtspersonen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, onder het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap ressorteren;

f) de gemeenten, provincies en alle andere territoriale collectiviteiten;

g) de personen, ongeacht hun vorm of aard, die :

- opgericht zijn met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn;

- rechtspersoonlijkheid hebben;

- en waarvan hetzij de activiteiten in hoofdzaak door de overheidsinstellingen vermeld in a), b), c), d), e) of f) worden gefinancierd, hetzij het beheer onderworpen is aan het toezicht van deze overheden of instellingen, hetzij de leden van het bestuursorgaan, leidinggevend orgaan of toezichthoudend orgaan voor meer dan de helft door deze overheden of instellingen zijn aangewezen;

h) de vereniging bestaande uit één of meer overheidsinstellingen als bedoeld onder a), b), c), d), e), f) of g);

2° het bestuursdocument : de informatie, of gedeelte ervan, die in een bepaalde vorm is opgeslagen en waarover een overheidsinstelling beschikt, ongeacht de drager waarop de informatie zich bevindt of ongeacht de vorm waarin de informatie opgeslagen is;

3° de persoonsgegevens: de informatie bedoeld in artikel 1, § 1 ervan de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

4° het hergebruik : het gebruik, door natuurlijke of rechtspersonen, van bestuursdocumenten waarover de overheidsinstellingen beschikken, voor commerciële of niet-commerciële doeleinden andere dan het oorspronkelijke doel van het vervullen van openbare taken waarvoor de bestuursdocumenten zijn geproduceerd.

De uitwisseling van documenten tussen overheidsinstellingen uitsluitend met het oog op de vervulling van hun openbare taken is geen hergebruik in de zin van dit decreet;

5° de licentie : document uitgaande van een overheidsinstelling dat tot doel heeft de voorwaarden voor hergebruik voor beide partijen, de licentieverlenende overheid en de licentiehouder, vast te leggen;

6° beschikken over : in het bezit zijn van of een zekere mate van zeggenschap hebben over of worden beheerd door een overheidsinstelling;

7° geschrift : opvolging van duidelijke, gehandtekende en toegankelijke tekens die nadien kunnen worden geraadpleegd ongeacht hun drager en hun wijze van overdracht;

8° machinaal leesbaar formaat : het bestandsformaat dat zodanig is gestructureerd dat softwaretoepassingen specifieke gegevens gemakkelijk kunnen identificeren, herkennen en extraheren, beschrijvingen van individuele feiten met inbegrip van hun interne structuur;

9° open formaat : één bestandsformaat dat platformafhankelijk is en voor het publiek beschikbaar is zonder enige beperking die het hergebruik verhindert;

10° formele open standaard: een technische specificatie die schriftelijk vastgesteld is, met vermelding van de vereisten betreffende de wijze waarop de interoperabiliteit van de software wordt gegarandeerd;

11° metagegevens : de informatie waarin bestuursdocumenten worden beschreven, en die het mogelijk maakt bedoelde bestuursdocumenten te zoeken, te inventariseren en te gebruiken;

12° instellingen van het hoger onderwijs : de instellingen van de overheidssector die postsecundair hoger onderwijs verstrekken dat tot een academisch diploma leidt.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Dit gezamenlijk decreet is van toepassing op alle volledige en afgewerkte bestuursdocumenten.

§ 2. Dit gezamenlijk decreet is niet van toepassing op :

1° de bestuursdocumenten waarvan de verstrekking niet tot de openbare opdrachten van de betrokken overheidsinstelling behoort. De omvang van de overheidstaken is transparant en kan aan toetsing worden onderworpen;

2° de bestuursdocumenten waarvan de intellectuele eigendomsrechten bij derden berusten;

3° documenten waartoe de toegang is uitgesloten op basis van de geldende toegangsregelingen, onder meer wegens:

- de bescherming van de nationale veiligheid, defensie of openbare veiligheid;
- het statistisch geheim;
- het handelsgeheim;

4° de bestuursdocumenten waartoe enkel toegang kan worden verkregen op grond van regels die voorzien in een recht van persoonlijke toegang of persoonlijk belang;

5° de bestuursdocumenten die in het bezit zijn van openbare omroepen of hun dochterondernemingen en van andere instellingen of hun dochterondernemingen ten behoeve van de vervulling van een openbare omroepopdracht;

6° de bestuursdocumenten in het bezit van door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstellingen en door onderzoeksinstituten, met inbegrip van organisaties die zijn opgericht voor de overdracht van onderzoeksresultaten, scholen, universiteiten, met uitzondering van universiteitsbibliotheken;

7° de bestuursdocumenten in het bezit van andere culturele instellingen dan bibliotheken, musea en archieven;

8° gedeelten van bestuursdocumenten die alleen logo's, wapens en insignes bevatten.

De bestuursdocumenten die door een overheidsinstelling onvoorwaardelijk ter beschikking worden gesteld, vallen niet onder het toepassingsgebied van dit gezamenlijk decreet.

#### HOOFDSTUK III. — *Beginselen inzake hergebruik van bestuursdocumenten*

**Art. 4.** Het bestuursdocument kan worden hergebruikt overeenkomstig de voorwaarden bepaald in dit gezamenlijk decreet.

Nochtans kan het bestuursdocument waarvoor intellectuele eigendomsrechten berusten bij bibliotheken, met inbegrip van universiteitsbibliotheken, musea en archieven, hergebruikt worden overeenkomstig de voorwaarden bepaald in dit gezamenlijk decreet als dit hergebruik toegestaan is.

Op het document dat uit het hergebruik voortvloeit, worden de bronnen en de datum van de laatste bijwerking vermeld. Daarenboven neemt het de integriteit en de aard van het bestuursdocument in acht.

De overheidsinstelling kan, met behulp van een licentie, het hergebruik onderwerpen aan bijkomende voorwaarden. Deze voorwaarden mogen de mogelijkheden tot hergebruik niet nodeloos beperken noch gebruikt worden om de mededinging aan banden te leggen.

**Art. 5. § 1.** Het coördinatiecomité van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap, hierna het comité genoemd, vergemakkelijkt het zoeken naar bestuursdocumenten en hun hergebruik.

§ 2. Het comité wordt samengesteld uit vertegenwoordigers van :

- a) het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren);
- b) het « Agence du Numérique »;
- c) « e-Wallonie-Bruxelles-Simplification » (e-Wallonie-Brussel Vereenvoudiging);

- d) de diensten van de Waalse Regering;
- e) de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Een vertegenwoordiger van de bedrijven, voorgedragen door de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië), en een vertegenwoordiger van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten) nemen ook deel aan het comité als waarnemer zonder te kunnen beaadvragen.

De Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap, hierna « de Regeringen », kunnen samen de definitieve samenstelling van het comité aanvullen.

§ 3. Het comité bestuurt de gezamenlijke website waarbij informatie betreffende het hergebruik alsook een lijst van de beschikbare hulpbronnen met het oog op een hergebruik worden verzameld en ter beschikking gesteld.

Het comité verwezenlijkt de strategie van de Regeringen en overheidsinstellingen betreffende het hergebruik met doelstellingen, coördineert de acties ter bevordering en ter uitvoering van dit hergebruik en bepaalt ieders verantwoordelijkheden in verband met de uitvoering van het beleid inzake hergebruik.

Om deze doelstellingen te verwezenlijken, stelt het comité aan de Regeringen alle maatregelen, met inbegrip van, desgevallend, de wetgevings- en reglementaire evoluties die noodzakelijk blijken. Om het comité toe te laten zijn opdrachten te verwezenlijken, delen de overheidsinstellingen aan het comité, op zijn aanvraag, de informatie die noodzakelijk is voor de inventaris en de bekendmaking van hun bestuursdocumenten. De overheidsinstellingen kunnen enige vraag om advies bij het comité aanhangig maken betreffende de uitvoering van dit gezamenlijk decreet en, in ruimere zin, enige vraag die verband houdt met het hergebruik van informatie van de openbare sector.

§ 4. Het comité doet verslag aan de Regeringen betreffende de uitvoering van dit gezamenlijk decreet.

#### HOOFDSTUK IV. — *Hergebruik en behandeling*

**Art. 6.** § 1. De bestuursdocumenten die door de overheidsinstellingen ter beschikking worden gesteld, worden opgenomen en bekendgemaakt op de gezamenlijke website bestemd voor het hergebruik van informatie van de openbare sector, dat door het « Agence du Numérique » wordt beheerd.

Wanneer bestuursdocumenten niet worden opgenomen en bekendgemaakt op het gezamenlijke portaal bestemd voor het hergebruik van informatie van de openbare sector, dient een aanvraag tot hergebruik te worden ingediend via het gezamenlijk portaal. Deze aanvraag bevat minstens de nauwkeurige aanduiding van het gevraagde bestuursdocument, een omschrijving van het beoogde hergebruik, de vorm waarin de gezochte informatie ter beschikking moet worden gesteld alsook de nagestreefde doelstelling.

§ 2. Het hergebruik wordt door de overheidsinstelling toegelaten zonder voorwaarden of met voorwaarden via standaardlicenties waarvan het (de) model(len) gezamenlijk door de Regeringen wordt(worden) bepaald.

De licentie bestaat in een open standaardlicentie, die echter aangepast kan worden om aan een bijzondere aanvraag om juridische of technische redenen te voldoen.

De licentie wordt op elektronische wijze voorgesteld en gebruikt, en wordt door de overheidsinstelling in een standaardexemplaar aan de aanvrager overgemaakt.

De overheidsinstelling kan de licentie opzeggen, zonder recht te geven op een schadevergoeding, als de aanvrager aan een voorwaarde niet voldoet.

§ 3. De Regeringen bepalen gezamenlijk de procedure en de termijnen voor de behandeling van een aanvraag tot hergebruik alsook de vorm van de beslissingen.

#### HOOFDSTUK V. — *Hergebruikvoorwaarden*

**Art. 7.** § 1. Als het bestuursdocument in de reeds bestaande formats of talen en zonder buitensporige kosten in de gevraagde vorm ter beschikking kan worden gesteld, wordt het door de overheidsinstelling in die vorm verstrekt.

§ 2. Het bestuursdocument wordt, indien mogelijk, ter beschikking gesteld op elektronische wijze in een open en machinaal leesbaar formaat, samen met zijn metadata. Zowel het formaat als de metadata dienen voor zover mogelijk aan formele open standaarden te voldoen. Bij wijze van uitzondering, kan de overheidsinstelling afwijken van deze technische voorwaarden, maar moet deze beslissing met redenen omkleeden.

De overheidsinstelling wordt niet verplicht om een bestuursdocument te creëren of aan te passen of een uittreksel ervan te verstrekken, indien dit een onevenredig grote inspanning vereist die verder gaat dan een eenvoudige handeling.

Bij stopzetting van de productie of van het bewaren van een soort bestuursdocument met het oog op het hergebruik, verspreidt de overheidsinstelling deze informatie zo spoedig mogelijk op de gezamenlijke website.

§ 3. De algemene en bijzondere voorwaarden die van toepassing zijn inzake hergebruik van bestuursdocumenten mogen niet een discriminatie inhouden tegenover vergelijkbare categorieën van hergebruik.

**Art. 8.** § 1. Wanneer een vergoeding wordt verlangd voor het hergebruik van bestuursdocumenten, blijft deze vergoeding beperkt tot de marginale kosten voor hun vermenigvuldiging, verstrekking en verspreiding.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op :

1° een overheidsinstelling die inkomsten moet genereren om een aanzienlijk deel van de kosten gebonden aan de uitoefening van haar opdracht van openbare dienst te dekken;

2° een bestuursdocument waarvoor de betrokken overheidsinstelling verplicht is voldoende inkomsten te genereren om een aanzienlijk deel van de kosten van de verzameling, productie, vermenigvuldiging en verspreiding ervan te dekken;

3° een bibliotheek, met inbegrip van universiteitsbibliotheken, musea en archieven.

§ 3. In de gevallen bedoeld in paragraaf 2, 1° en 2°, berekent de overheidsinstelling het bedrag van de toelage aan de hand van vooraf vastgestelde objectieve, transparante en controleerbare criteria.

De totale inkomsten van de overheidsinstelling uit het verstrekken en het verlenen van toestemming voor hergebruik van bestuursdocumenten mogen over de desbetreffende berekeningsperiode genomen niet hoger zijn dan de kosten van de verzameling, productie, vermenigvuldiging en verspreiding, vermeerderd met een redelijk rendement op investeringen.

De vergoeding wordt berekend overeenkomstig de boekhoudkundige beginselen die op de betrokken overheidsinstelling van toepassing zijn.

§ 4. Wanneer een vergoeding wordt toegepast door de overheidsinstelling bedoeld in paragraaf 2, 3°, mogen de totale inkomsten van de overheidsinstelling uit het verstrekken en het verlenen van toestemming voor hergebruik van bestuursdocumenten over de desbetreffende berekeningsperiode genomen niet hoger zijn dan de kosten van de verzameling, productie, vermenigvuldiging en verspreiding, vermeerderd met een redelijk rendement op investeringen.

De vergoeding wordt berekend overeenkomstig de boekhoudkundige beginselen die op de betrokken overheidsinstelling van toepassing zijn.

§ 5. De criteria voor de vergoedingen bedoeld in de paragrafen 3 en 4 worden bepaald door een onafhankelijke instantie die gezamenlijk door de Regeringen wordt aangewezen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Beroep*

**Art. 9.** § 1. In het kader van het hergebruik van de bestuursdocumenten:

1° is de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur in het Waalse Gewest, bevoegd voor beroepen ingesteld tegen de beslissing van een overheidsinstelling bedoeld in artikel 2, 1°, a), c), e), f), g) of h), om toegang te krijgen tot de aanvraag tot hergebruik, voor zover deze overheidsinstellingen onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest vallen;

2° is de Commissie voor de toegang tot bestuursdocumenten, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 22 maart 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur in de Franse Gemeenschap, bevoegd voor beroepen ingesteld tegen de beslissing van een overheidsinstelling bedoeld in artikel 2, 1°, b), d), f) of g), om toegang te krijgen tot de aanvraag tot hergebruik, voor zover deze overheidsinstellingen onder de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap vallen.

De overheidsinstelling vermeldt dit middel tot beroep in elke beslissing gebonden aan de toepassing van dit gezamenlijk decreet.

§ 2. De Commissies bedoeld in paragraaf 1 oefenen hun bevoegdheid in alle onpartijdigheid uit. Tijdens de behandeling van de beroepen, mogen ze geen enkele onderrichting krijgen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Vrije concurrentie en transparantie*

**Art. 10.** § 1. De exclusiviteitsovereenkomst inzake hergebruik is verboden tenzij noodzakelijk voor het verlenen van een dienst van algemeen belang.

In dit geval, dient de overheidsinstelling die het exclusiviteitsrecht heeft verleend minstens om de drie jaar na te gaan of de redenen daarvoor nog steeds geldig zijn.

§ 2. Het exclusiviteitsrecht, dat na de inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet wordt verleend, wordt openbaar gemaakt door de overheidsinstelling die het heeft verleend.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op de digitalisering van culturele hulpbronnen.

De periode van exclusiviteit met betrekking tot de digitalisering van culturele hulpbronnen is echter niet langer dan tien jaar, behoudens met redenen omklede beslissing van de overheidsinstelling. In dit geval, wordt de periode van exclusiviteit tijdens het elfde jaar opnieuw geanalyseerd en, in voorkomend geval, om de zeven jaar.

De exclusiviteitsovereenkomst bedoeld in het tweede lid is transparant en wordt openbaar gemaakt.

In het kader van de gesloten overeenkomsten bedoeld in het tweede lid, wordt een afschrift van de gedigitaliseerde culturele hulpbronnen gratis overgemaakt aan de overheidsinstelling. Na afloop van de exclusiviteitsperiode wordt bedoeld afschrift ter beschikking gesteld voor hergebruik.

§ 4. De exclusiviteitsovereenkomst die van kracht is op 17 juli 2013 en die niet voor een uitzondering uit hoofde van de paragrafen 1 en 3 in aanmerking komt, wordt aan het eind van het contract en uiterlijk op 18 juli 2043 beëindigd.

**Art. 11.** § 1. Het bestuursdocument dat beschikbaar is voor hergebruik, de eventuele voorwaarden, waaronder de standaardlicenties, alsook het bedrag van eventuele vergoedingen, grondslag voor de berekening inbegrepen, worden op de gezamenlijke website opgenomen en bekendgemaakt.

In geval van andere retributies dan die bedoeld in paragraaf 1 en die van toepassing zijn inzake hergebruik, geeft de betrokken overheidsinstelling vooraf aan met welke factoren rekening wordt gehouden bij de berekening van die retributies. Op verzoek geeft de overheidsinstelling ook aan hoe bedoelde retributies zijn berekend in het kader van de aanvraag om hergebruik.

§ 2. De verplichtingen bedoeld in artikel 8, § 2, 2°, worden vooraf vastgesteld en indien mogelijk en passend worden zij langs elektronische weg bekendgemaakt.

Het toezicht op deze verplichting berust bij het comité bedoeld in artikel 5. De Regeringen bepalen gezamenlijk de nadere regels van dit toezicht.



HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepaling*

**Art. 12.** Het decreet van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2007 houdende omzetting van Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie, wordt opgeheven.

**Art. 13.** Dit decreet treedt in werking op de gezamenlijk door de Regeringen vastgelegde datum van 1 september 2017.

De Regeringen kunnen een datum van inwerkingtreding bepalen die vóór deze vastgesteld in het eerste lid voor elke bepaling bepalen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

Gréoli

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—  
Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement

Ontwerp van decreet, nr. 435-1

Commissieamendementen, nr. 435-2

Verslag, nr. 435-3.

Integraal verslag

Bespreking en aanneming

Vergadering van 18 juli 2017.

---

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/31099]

**12 JUILLET 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 fixant les conditions particulières d'obtention de bourses d'aide à la création artistique, pris en application du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des arts de la scène, l'article 43, modifié par le décret du 13 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 fixant les conditions particulières d'obtention de bourses d'aide à la création artistique, pris en application du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène ;

Vu l'avis du Comité de concertation des arts de la scène, donné le 11 mai 2017 ;

Vu le « test genre » du 16 mai 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mai 2017 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juin 2017 ;

Vu l'avis 61.658/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Vice-présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2006 fixant les conditions particulières d'obtention de bourses d'aide à la création artistique, pris en application du décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, les termes « bourses d'aide à la création artistique » sont remplacés par « bourses de composition ».